Parti socialiste : la gauche entre pouvoir et opposition

Autor(en): **Danesi, Marco**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **41 (2004)**

Heft 1590

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1019031

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La gauche entre pouvoir et opposition

Les militants et les dirigeants du PS engagent le débat avant le Congrès extraordinaire du mois de mars. La participation au Conseil fédéral met en jeu l'avenir et l'identité du parti.

Les socialistes suisses s'épanchent sur leur avenir. Avant le débat prévu au Congrès extraordinaire de Bâle, les textes s'alignent sur le site du parti. A ce jour, le Comité directeur, Helmut Hubacher, Franco Cavalli, Rudolf Strahm, le Cercle de Olten, Jean-Claude Rennwald, Jean Studer et Domaine Public (*DP* n° 1589) se sont exprimés publiquement. L'envie de se confronter démange toujours le parti. La vraie ou fausse question de la participation au Conseil fédéral appelle une réponse capitale par l'identité des socialistes .

L'opposition pour exister

Dire oui ou non au pouvoir, malgré le temps passé au gouvernement, semble encore primordial pour une frange importante de la gauche. Comme si socialisme et pouvoir étaient toujours inconciliables, semblables au diable et à l'eau bénite. Franco Cavalli (conseiller national tessinois), Jean-Claude Rennwald (conseiller national jurassien) et le Cercle d'Olten (des socialistes de gauche) livrent un discours qui sent bon le marxisme d'antan. L'ogre néo-libéral dévore le service public, traque la solidarité, condamne les plus démunis. Gouverner avec la droite, populiste et xénophobe, c'est trahir les principes socialistes de justice et d'égalité. Il faut organiser la croisade contre le capitalisme et la dictature du PIB. Il en va de la survie du PS gronde Franco Cavalli. Le PS ne pourra pas résister à la politique antisociale des conservateurs s'il reste au gouvernement.

Jean-Claude Rennwald, à l'image de Jean Studer (conseiller national neuchâtelois), n'hésite pas, il faut quitter le Conseil fédéral. La culture du mouvement doit remplacer la recherche du consensus. Le Cercle d'Olten veut réanimer la combativité du parti en faveur des minorités : femmes, jeunes et migrants. Des mesures institutionnelles comme le droit de vote aux étrangers, des liens raffermis entre parti et syndicats, histoire de regagner l'appui des classes populaires tournées vers l'UDC, ainsi que l'introduction du système proportionnel lors des élections au Conseil des Etats garantiront le succès d'un grand rassemblement de la gauche. On compte jusqu'à quarante pour cent de suffrages, accompagné d'un troisième conseiller fédéral. En revanche, Franco Cavalli et les autres parient, dans un premier temps, sur une opposition parlementaire aux couleurs de la démocratie directe. Quitte à tout plaquer plus tard si la gauche devenait l'idiot utile, otage de la droite, évoqué par Roger Nordmann dans *l'Hebdo* du 30 octobre 2003.

On sent l'espoir, franchement assumé ou à peine formulé, d'une gauche plurielle, à la française, à la fois au pouvoir, si les conditions sont acceptables, et proche de la «société civile». Le combat contre le repli nationaliste et l'irresponsabilité de l'économie globalisée ouvrent le chemin vers la social-démocratie rêvée.

La voie pragmatique

Le Comité directeur socialiste, dans une veine plus bureaucratique, part en campagne contre le paquet fiscal et la 11ème révision de l'AVS. L'opposition doit être constructive. Dans la rue ou dans les travées du Parlement, il faut prendre l'initiative. Des professionnels gèrent les actions sur le terrain en collaboration avec les forces progressistes. Les militants retrouvent les créatifs de la communication.

La politique aspire au pouvoir. Helmut Hubacher, ancien conseiller national et président du parti de 1974 à 1990, rappelle le mandat des électeurs. Il n'est pas question de les désavouer. Il vaut toujours mieux participer aux décisions que de les subir. Parti gouvernemental d'opposition, voilà le rôle et le destin du PS. Et quand le compromis devient irrecevable, le référendum prend le relais.

Jouer le jeu du pouvoir

L'isolement qui guette une gauche tournée exclusivement vers l'opposition préoccupe Rudolf Strahm (conseiller national bernois). Le PS a besoin d'un centre réformateur en santé, flanqué de deux ailes plus remuantes. La pluralité vaut bien davantage qu'une unité de façade. Il est inutile de déséquilibrer le parti tantôt à gauche tantôt à droite. Le profil sociologique de l'électorat socialiste exhorte à la modération. C'est pourquoi, l'opposition pure et simple, tient du combat d'arrière-garde. L'accent doit être mis sur l'action des conseillers fédéraux et l'activité parlementaire. Critique et surveillance sans relâche de la politique de la droite voilà les mots-clefs de la prochaine législature. Rudolf Strahm redoute le recours aux initiatives et aux référendums. Il marquerait l'impuissance des socialistes à nouer des alliances inédites, voire surprenantes selon les circonstances, sur des thèmes capitaux : l'AVS, l'Europe ou l'environnement, comme vient de l'indiquer le groupe socialiste réuni à Thoune.

La fracture

Faire coexister le camp favorable au retrait du Conseil fédéral, immédiat ou à terme, avec les champions de la *real-politik*, va devenir l'enjeu primordial du Congrès du 6 mars. Bien que riche en nuances, la fracture est réelle. Elle couve depuis longtemps. Et la confrontation risque de faire mal. D'un côté, l'idéologie prend le dessus. Le monde s'organise selon les catégories chères à la lutte des classes. Si ce n'est pas la révolution, c'est le combat sans compromis. De toute façon il n'y a plus de partenaires pour la négociation. De l'autre, le résultat politique prime. L'analyse se fait empirique. Il n'y a pas de vision totalisante, mais des stratégies pragmatiques. On agit à l'intérieur du système et on maximise les profits.

On parlera beaucoup à Bâle. Mais après la thérapie de groupe, la politique reviendra au galop. Pour quatre ans. Et les socialistes auraient tort de se complaire dans des choix timides, voire myopes, tétanisés par les conflits internes. *md*

Les textes sont disponibles sur le site du PS : *www.pssuisse.ch*